

Communiqué

Paris, le 22 janvier 2013

## **RECU DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ DES INDUSTRIES EN 2012 : L'UNIDEN APPELLE À UNE POLITIQUE RESOLUE DE COMPÉTITIVITÉ ÉNERGÉTIQUE**

RTE vient de présenter les chiffres de la consommation d'électricité en France en 2012 : la part des sites industriels français a reculé de 4%, soit près de 3 TWh en moins.

Alors même que la grande industrie française est loin d'avoir retrouvé les niveaux de consommation d'avant crise, avec une baisse de consommation de 16% depuis début 2008, ces chiffres ne traduisent malheureusement pas l'amélioration de l'efficacité énergétique, déjà très élevée chez électro-intensifs compte tenu des impératifs de compétitivité, mais l'inquiétante érosion de ce que l'on considérait il y a peu comme la « compétitivité électrique française ».

Pour les membres de l'UNIDEN<sup>1</sup>, qui représentent environ 70% de la consommation industrielle d'électricité en France et ont des usines dans le monde entier, ce constat n'est pas une surprise : ils observent un recul de la compétitivité énergétique de la France par rapport à certaines régions du monde et à d'autres États membres de l'Union européenne, en particulier l'Allemagne.

Depuis plusieurs mois, l'UNIDEN a alerté les pouvoirs publics sur les conséquences de la perte de compétitivité énergétique sur le tissu industriel français, les seules usines électro-intensives représentant 50 000 emplois directs et 100 à 120 000 emplois indirects. Situées en amont de filières fortement intégrées, ces usines sont vitales pour de nombreux autres emplois industriels et de services aux industries. Le rapport Gallois a d'ailleurs souligné la dimension stratégique, pour l'industrie, de la politique énergétique.

L'UNIDEN a présenté au Gouvernement les outils mobilisés par d'autres pays industriels en Europe et dans le monde, de nature à améliorer la compétitivité énergétique des industries intensives en énergie exposées à la concurrence internationale : valorisation des capacités d'effacement de consommation des industriels, allègement du coût de transport de l'électricité pour les électro-intensifs, accès aux capacités de production hydroélectriques ou nucléaires, soutien des cogénérations industrielles, soutien aux initiatives de long terme comme le consortium Exeltium, compensation des coûts indirects, dans l'électricité, liés au CO<sub>2</sub>, financement des énergies renouvelables sans menacer l'industrie...

L'UNIDEN souhaite également, comme l'a confirmé Delphine Batho, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, prendre toute sa part au débat sur la transition énergétique, notamment sur le chapitre de la compétitivité économique ; elle attend donc avec grand intérêt d'être informée des modalités pratiques de sa contribution aux travaux.

Ces échanges avec le Gouvernement ont permis d'établir les prémisses d'un dialogue constructif. Mais après les constats alarmants, il est maintenant urgent d'entrer dans une phase opérationnelle pour aboutir à des décisions rapides et concrètes.

Contact : Fabrice Alexandre - 01 47 42 53 00 - [f.alexandre@cominst.com](mailto:f.alexandre@cominst.com)  
[www.uniden.fr](http://www.uniden.fr)

<sup>1</sup> L'UNIDEN représente les industries consommatrices d'énergie en France pour lesquelles la maîtrise des coûts énergétiques constitue un facteur essentiel de compétitivité. Les 40 membres de l'UNIDEN représentent environ 70% de la consommation énergétique industrielle en France et sont présents dans l'agro-alimentaire, l'automobile, la chimie, les ciments et chaux, l'électronique, les métaux, le papier, le verre...